



**RESSOURCES FALCO LTÉE**

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
(en dollars canadiens)**

**POUR LES EXERCICES TERMINÉS  
LES 30 JUIN 2024 ET 2023**



## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Ressources Falco Ltée

---

### Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Falco Ltée et de sa filiale (collectivement, la « Société ») aux 30 juin 2024 et 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS de comptabilité »).

### Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les bilans consolidés aux 30 juin 2024 et 2023;
- les états consolidés de la perte et de la perte globale pour les exercices terminés à ces dates;
- les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices terminés à ces dates;
- les notes aux états financiers consolidés, constituées des informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

---

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

---

### Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers consolidés, qui décrit les événements ou les situations indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Place de la Cité, Tour PwC, 2640 Boulevard Laurier, bureau 1700, Québec (Québec) Canada G1V 5C2  
Tél. : +1 418 522 7001, Téléc. : +1 418 522 5663, Téléc. courriel : ca\_quebec\_main\_fax@pwc.com



## Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 juin 2024. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Outre la question décrite dans la section *Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation*, nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Question clé de l'audit	Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de notre audit
<p data-bbox="254 814 779 871"><b>Test des indicateurs de dépréciation des immobilisations corporelles</b></p> <p data-bbox="254 903 860 1024"><i>Se reporter à la note 3 – Résumé des méthodes comptables significatives et à la note 5 – Estimations et jugements comptables critiques des états financiers consolidés.</i></p> <p data-bbox="254 1060 868 1423">Au 30 juin 2024, la valeur comptable des immobilisations corporelles de la Société liée au projet Horne 5 s'élevait à 145,6 millions de dollars. La valeur comptable des immobilisations corporelles est passée en revue par la direction chaque date de clôture et chaque fois que des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Cette détermination exige beaucoup de jugement de la part de la direction. Les facteurs qui peuvent déclencher un test de dépréciation comprennent, sans s'y limiter :</p> <ul data-bbox="254 1444 795 1774" style="list-style-type: none"><li>• des preuves que la valeur d'un actif a baissé;</li><li>• des changements significatifs ayant eu un effet défavorable sur la Société, incluant des changements au niveau du contexte réglementaire, des prix des métaux et des taux de change;</li><li>• le fait que la valeur comptable des actifs nets de la Société dépasse sa capitalisation boursière.</li></ul>	<p data-bbox="876 814 1453 871">Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul data-bbox="876 892 1469 1984" style="list-style-type: none"><li>• Évaluer le caractère raisonnable de l'évaluation par la direction des indicateurs de dépréciation des immobilisations corporelles, en effectuant notamment ce qui suit :<ul data-bbox="941 1060 1469 1984" style="list-style-type: none"><li>– Apprécier l'exhaustivité des facteurs qui peuvent déclencher un test de dépréciation des immobilisations corporelles, notamment la prise en compte des éléments probants obtenus dans le cadre d'autres domaines de l'audit.</li><li>– Évaluer s'il existe une preuve que la valeur comptable des immobilisations corporelles a diminué au cours de l'exercice, en tenant compte des éléments probants obtenus dans le cadre d'autres domaines de l'audit.</li><li>– Évaluer si des changements significatifs ayant eu un effet défavorable sur la Société ont eu lieu au cours de l'exercice, ce qui comprend l'évaluation des changements au contexte réglementaire pertinent, aux prix des métaux et aux taux de change, en tenant compte des communications avec les autorités de réglementation ainsi que des données de marché externes et des données du secteur.</li><li>– Évaluer si la capitalisation boursière a diminué sous la valeur comptable des actifs nets de la Société, en tenant compte de toute diminution du prix de l'action de la Société.</li></ul></li></ul>



#### Question clé de l'audit

#### Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de notre audit

Au 30 juin 2024, la direction a déterminé qu'il n'y avait aucune indication que les immobilisations non corporelles pourraient ne pas être recouvrables. Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison i) de l'importance des immobilisations corporelles; ii) des jugements importants portés par la direction pour évaluer les indicateurs de dépréciation des immobilisations corporelles; et iii) du niveau élevé de subjectivité requis par la direction pour ces procédures.

---

#### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.



Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

---

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

---

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Pascale Lavoie.

**/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>**

Québec (Québec)  
Le 18 septembre 2024

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A124423

# Ressources Falco Itée

## Bilans consolidés

(en dollars canadiens)

	30 juin 2024	30 juin 2023
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	3 683 817	5 920 920
Comptes débiteurs (note 7)	451 991	683 978
Charges payées d'avance et autres actifs	290 593	224 967
	<u>4 426 401</u>	<u>6 829 865</u>
<b>Actifs non courants</b>		
Trésorerie affectée (note 8)	-	905 000
Immobilisations corporelles (note 9)	145 577 761	133 469 045
Autres actifs non courants (note 11)	1 728 528	1 728 528
	<u>147 306 289</u>	<u>136 102 573</u>
<b>Total des actifs</b>	<b><u>151 732 690</u></b>	<b><u>142 932 438</u></b>
<b>Passifs</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Comptes créditeurs et charges à payer	1 845 266	955 409
Prêt convertible (note 12)	22 905 141	-
Débeture convertible (note 13)	13 282 225	-
Prime différée sur les actions accréditives (note 15)	182 694	-
Passifs dérivés liés aux bons de souscription (note 14)	501 555	434 765
	<u>38 716 881</u>	<u>1 390 174</u>
<b>Passifs non courants</b>		
Passif sur contrat (note 11)	60 675 657	54 714 134
Prêt convertible (note 12)	-	21 074 432
Débeture convertible (note 13)	-	11 982 788
Impôts sur le résultat différés (note 19)	1 713 923	1 644 551
	<u>62 389 580</u>	<u>89 415 905</u>
<b>Total des passifs</b>	<b><u>101 106 461</u></b>	<b><u>90 806 079</u></b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions (note 16)	134 741 596	133 121 212
Bons de souscription (note 17)	701 102	650 397
Surplus d'apport	16 595 100	16 355 908
Déficit	(101 411 569)	(98 001 158)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b><u>50 626 229</u></b>	<b><u>52 126 359</u></b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b><u>151 732 690</u></b>	<b><u>142 932 438</u></b>

### Continuité d'exploitation (note 1) et Engagements (note 27)

Les capitaux propres sont entièrement attribuables aux actionnaires de Ressources Falco Itée

Approuvés au nom du conseil d'administration :

\_\_\_\_\_ « Luc Lessard » Administrateur \_\_\_\_\_ « Paola Farnesi » Administratrice

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## Ressources Falco Itée

États consolidés de la perte et de la perte globale  
Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023  
(en dollars canadiens)

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
	\$	\$
<b>Charges</b>		
Consultants et rémunération	1 965 125	2 102 704
Honoraires professionnels	685 912	695 650
Exploration et évaluation (note 10)	512 529	544 216
Frais de bureau et administratifs	322 980	354 818
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	241 969	382 841
Relations avec les investisseurs et les actionnaires	202 968	174 814
Déplacements	41 333	57 751
Amortissement (note 9)	30 546	15 849
Crédits d'impôt remboursables	(233 226)	(444 780)
Recouvrement des coûts (note 22)	(252 996)	(464 591)
<b>Perte d'exploitation</b>	<b>(3 517 140)</b>	<b>(3 419 272)</b>
Produits d'intérêts	263 575	383 838
Charge d'intérêt	(20 887)	(42 543)
Variation de la juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription (note 14)	(66 790)	82 920
Gain de change	203	1 935
<b>Perte avant les impôts sur le résultat</b>	<b>(3 341 039)</b>	<b>(2 993 122)</b>
Charges d'impôts sur le résultat différés (note 19)	(69 372)	(402 296)
<b>Perte nette et perte globale</b>	<b>(3 410 411)</b>	<b>(3 395 418)</b>
<b>Perte nette par action ordinaire</b>		
De base et diluée (note 20)	(0,01)	(0,01)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>		
De base et diluée (note 20)	<b>271 675 901</b>	<b>271 577 879</b>

La perte nette et la perte globale sont entièrement attribuables aux actionnaires de Ressources Falco Itée.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Ressources Falco ltée

## États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Perte nette	(3 410 411)	(3 395 418)
Ajustements pour :		
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	241 969	382 841
Amortissement (note 9)	30 546	15 849
Variation de la juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription (note 14)	66 790	(82 920)
Charges d'impôts sur le résultat différés (note 19)	69 372	402 296
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Comptes débiteurs	231 987	(109 690)
Charges payées d'avance et autres actifs	(65 626)	64 618
Comptes créditeurs et charges à payer	262 683	(247 611)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(2 572 690)</b>	<b>(2 970 035)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Investissements dans les immobilisations corporelles	(2 547 565)	(3 012 976)
Diminution de la trésorerie affectée (note 8)	905 000	-
Diminution des placements à court terme	-	3 000 000
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(1 642 565)</b>	<b>(12 976)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produit d'un placement privé (note 16)	2 183 402	-
Produit de l'exercice d'options d'achat d'actions (note 18)	11 400	-
Paiement de frais de transaction	(216 650)	(116 914)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>1 978 152</b>	<b>(116 914)</b>
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(2 237 103)</b>	<b>(3 099 925)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>5 920 920</b>	<b>9 020 845</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>3 683 817</b>	<b>5 920 920</b>
<b>Renseignements complémentaires (note 24)</b>		

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## Ressources Falco Itée

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions	Bons de souscript ion	Surplus d'apport	Déficit	Total
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2023</b>	<b>271 577 879</b>	<b>133 121 212</b>	<b>650 397</b>	<b>16 355 908</b>	<b>(98 001 158)</b>	<b>52 126 359</b>
Unités émises dans le cadre d'un placement privé (note 16)	8 522 555	2 183 402	-	-	-	2 183 402
Frais d'émission d'actions (note 16)	-	(396 355)	50 705	-	-	(345 650)
Prime différée sur les actions accréditatives (note 15)	-	(182 694)	-	-	-	(182 694)
Perte nette et perte globale	-	-	-	-	(3 410 411)	(3 410 411)
Options d'achat d'actions exercées (note 18)	38 000	16 031	-	(4 631)	-	11 400
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	-	-	-	243 823	-	243 823
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>280 138 434</b>	<b>134 741 596</b>	<b>701 102</b>	<b>16 595 100</b>	<b>(101 411 569)</b>	<b>50 626 229</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2022</b>	<b>271 577 879</b>	<b>133 121 212</b>	<b>947 897</b>	<b>15 615 190</b>	<b>(94 605 740)</b>	<b>55 078 559</b>
Perte nette et perte globale	-	-	-	-	(3 395 418)	(3 395 418)
Bons de souscription échus (note 17)	-	-	(297 500)	297 500	-	-
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	-	-	-	443 218	-	443 218
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>271 577 879</b>	<b>133 121 212</b>	<b>650 397</b>	<b>16 355 908</b>	<b>(98 001 158)</b>	<b>52 126 359</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés

# Ressources Falco ltée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 1. Nature des activités et continuité de l'exploitation

Ressources Falco ltée (« Falco » ou la « Société ») a été constituée en vertu de la loi de la Colombie-Britannique intitulée *Business Corporations Act* le 16 mars 2010 et a été prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 12 juin 2015. Les actions ordinaires de la Société sont négociées sous le symbole « FPC » à la Bourse de croissance TSX. L'adresse du siège social de la Société est le 1100 avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 300, Montréal, Québec, Canada.

La Société mène des activités d'exploration, d'évaluation et de mise en valeur de propriétés minières situées dans le district de Rouyn-Noranda au Québec (Canada), à la recherche de métaux de base et précieux.

Le 29 avril 2021, la Société a déposé sur SEDAR la mise à jour du rapport technique intitulé « *Feasibility Study Update, Horne 5 Gold Project* » avec une date d'effet au 18 mars 2021 (l'« étude de faisabilité mise à jour »), conforme au *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* et relatif au gisement Horne 5 de Falco, situé à Rouyn-Noranda (le « projet Horne 5 de Falco » ou le « gisement Horne 5 de Falco »).

Ces états financiers consolidés ont été préparés sur la base des principes comptables applicables à la continuité de l'exploitation, qui prévoit la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Pour évaluer si l'hypothèse de continuité de l'exploitation est appropriée, la direction tient compte de tous les renseignements disponibles concernant l'avenir, c'est-à-dire sur une période d'au moins les douze mois suivant la fin de la période de présentation de l'information, sans toutefois s'y limiter. Au 30 juin 2024, la Société avait un fonds de roulement négatif de 34 290 480 \$ (incluant un solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 3 683 817 \$), un déficit accumulé de 101 411 569 \$ et avait subi une perte de 3 410 411 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2024. Comme la Société est en phase de développement pour le projet Horne 5 de Falco, elle n'a enregistré aucun produit d'exploitation et ne dispose d'aucune source de flux de trésorerie d'exploitation à l'exception de l'entente de flux argentifère (l'« entente de flux argentifère ») conclue avec Redevances Aurifères Osisko ltée (« Redevances Osisko ») le 27 février 2019 (note 11). Redevances Osisko, par le biais de l'entente de flux argentifère et du prêt convertible (voir note 12), et Osisko Développement Corp. (« Osisko Développement ») qui détient une participation de 16,7 % dans Falco, sont considérées comme des sociétés qui exercent une influence notable sur la Société et qui sont donc des parties liées en vertu de la norme IAS 24, *Information relative aux parties liées*.

Le fonds de roulement au 30 juin 2024 ne sera pas suffisant pour répondre aux obligations, aux engagements et aux dépenses prévues de la Société jusqu'au 30 juin 2025. De plus, les dépenses prévues dans le cadre du processus budgétaire pourraient être affectées par une hausse de l'inflation. La direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes liées à des événements ou à des circonstances susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation tel que décrit au paragraphe précédent et par conséquent, sur le caractère approprié de l'utilisation des principes comptables applicables à la continuité d'exploitation. Les présents états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux charges et aux classifications du bilan qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

La capacité de la Société de poursuivre ses activités futures et de financer ses activités de développement prévues au gisement Horne 5 de Falco dépend de la capacité de la direction à obtenir les approbations des tierces parties et du financement supplémentaire dans le futur. Toute insuffisance de financement peut être palliée par un certain nombre de moyens, incluant sans s'y limiter, atteindre les prochains jalons de l'entente de flux argentifère et l'émission de titres de créance ou de capitaux propres. Malgré le fait que la direction ait réussi à obtenir le financement nécessaire par le passé (voir les notes 11, 12, 13 et 16), rien ne garantit qu'elle réussira à le faire dans l'avenir, ni que ces sources de financement ou ces initiatives seront à la portée de la Société ou qu'elles le seront à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction n'est pas en mesure d'obtenir de nouveau financement, la Société pourrait être incapable de poursuivre ses activités, et les montants réalisés pour les actifs pourraient être moindres que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés.

#### 2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés ci-joints ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'elles sont publiées par le Bureau international des normes comptables (*International Accounting Standards Board*) (les « Normes IFRS de comptabilité »). Les conventions comptables, les méthodes de calcul et de présentation appliquées dans ces états financiers consolidés sont conformes aux conventions et aux méthodes utilisées pour l'exercice financier précédent.

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés audités le 18 septembre 2024.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 3. Résumé des méthodes comptables significatives

Les méthodes comptables significatives appliquées pour la préparation des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

##### (a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés selon la base du coût historique selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf en ce qui concerne certaines informations sur les instruments financiers et les flux de trésorerie.

##### (b) Base de consolidation

Les états financiers de la filiale à part entière de la Société, Golden Queen Mining Consolidated Ltd (« Golden Queen »), sont inclus aux états financiers consolidés. Les conventions comptables de Golden Queen concordent avec les conventions adoptées par la Société.

Les soldes et les transactions intragroupes, ainsi que les profits et pertes latents qui découlent de transactions intragroupes, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

##### (c) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'éteint, liquidé, résilié, annulé ou expiré.

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté au bilan lorsqu'il existe un droit inconditionnel et juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Tous les instruments financiers doivent être évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La juste valeur est basée sur les cours du marché, à moins que les instruments financiers ne soient pas négociés sur un marché actif. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation comme le modèle d'évaluation des prix de Black-Scholes ou d'autres techniques d'évaluation.

L'évaluation subséquente à la comptabilisation initiale dépend de la classification de l'instrument financier. La Société a classé ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles ils ont été acquis et leurs caractéristiques :

##### (i) Actifs financiers

###### Titres de créance

Aux fins de l'évaluation ultérieure, la Société classe ses titres de créance en deux catégories d'évaluation :

- i. Au coût amorti : Les actifs qui sont détenus en vue de recueillir des flux de trésorerie contractuels, où ces flux de trésorerie se composent uniquement de paiements de capital et d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts découlant de ces actifs financiers sont inclus dans les produits financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout gain ou perte découlant de la décomptabilisation est comptabilisé directement au résultat net et présenté dans les autres gains/(pertes), avec les gains et les pertes de change. Les pertes de valeur sont présentées séparément à l'état consolidé de la perte et de la perte globale.
- ii. À la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») : Les actifs qui ne répondent pas aux critères de la catégorie au coût amorti (ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») qui n'est présentement pas utilisée par la Société) sont évalués à la JVRN. Un gain ou une perte sur un titre de créance qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état consolidé de la perte et de la perte globale et le montant net est présenté dans les autres gains/(pertes) dans la période au cours de laquelle il ou elle survient.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 3. Résumé des méthodes comptables significatives (suite)

#### (c) Instruments financiers (suite)

##### (ii) Passifs financiers

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés au montant requis pour les rembourser déduction faite, lorsqu'elle est importante, d'une décote pour les ramener à la juste valeur. Ces passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

##### (iii) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des actifs financiers ou des passifs financiers classés à la JVRN, à moins qu'ils n'aient été désignés dans le cadre d'une relation de couverture admissible. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état consolidé de la perte et de la perte globale.

Les instruments financiers de la Société se composent des éléments suivants :

<u>Catégorie</u>	<u>Instrument financier</u>
Actifs financiers au coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie Placements à court terme
Passifs financiers au coût amorti	Comptes débiteurs Comptes fournisseurs et frais courus Débenture convertible Prêt convertible
Passifs financiers par le biais du résultat net	Passifs dérivés liés aux bons de souscription

#### (d) Dépréciation d'actifs financiers comptabilisés au coût amorti

À chaque date de clôture, la Société évalue, de façon prospective, les pertes de crédit attendues reliées à ses titres de créance comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation utilisée varie selon qu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit.

Pour les comptes clients, la Société applique une approche simplifiée autorisée par IFRS 9, selon laquelle les pertes attendues sur la durée de vie doivent être comptabilisées dès la comptabilisation initiale des comptes débiteurs. La Société suppose que le risque de crédit n'a pas augmenté de manière importante pour les instruments qui ont un risque de crédit faible.

#### (e) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires très liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois qui sont facilement convertibles en montants connus de trésorerie et qui sont exposés à un risque négligeable de variation de valeur.

#### (f) Actifs et dépenses d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation comprennent les coûts d'acquisition et les autres coûts requis pour initialement obtenir le droit légal d'explorer un secteur. Les dépenses d'exploration et d'évaluation sont les coûts engagés dans la recherche initiale de ressources minérales, avant que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction de ressources minérales ne puissent être démontrées.

Toutes les dépenses relatives à l'exploration et l'évaluation sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées, jusqu'à ce que la propriété atteigne la phase du développement. Les coûts liés à l'exploration et à l'évaluation comprennent notamment les frais de renouvellement des claims, les levés topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, le forage d'exploration, l'excavation de tranchées, l'échantillonnage, et les coûts de recherche liés spécifiquement à un projet minier ainsi que les coûts liés à l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction de ressources minérales. Les différents coûts sont passés en charges pour chaque propriété, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction des ressources minérales aient été démontrées.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 3. Résumé des méthodes comptables significatives (suite)

##### (f) Actifs et dépenses d'exploration et d'évaluation (suite)

Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction de ressources minérales ont été établies, les actifs d'exploration et d'évaluation s'y rapportant sont testés pour dépréciation et sont transférés aux actifs en cours de construction dans les immobilisations corporelles. Ces montants, auxquels s'ajoutent tous les coûts de développement minier ultérieurs, sont capitalisés. Les coûts ne sont amortis qu'à compter du moment où le projet est prêt pour l'utilisation prévue par la direction.

##### (g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition, au développement et à la construction d'actifs et qui ont été engagés jusqu'au moment où les actifs sont dans la condition requise pour être utilisés ou exploités de la manière prévue par la direction. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges à l'état consolidé de la perte et de la perte globale dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour répartir le coût des immobilisations moins leur valeur résiduelle, sur leur durée d'utilité prévue, selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels suivants :

Équipement de bureau et autres 20 à 55 %

La Société répartit le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle entre ses parties significatives (composantes majeures) et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans à l'état consolidé de la perte et de la perte globale.

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou la construction d'un actif admissible sont capitalisés dans le coût de cet actif. Un actif admissible est un actif qui requiert nécessairement une longue période de temps avant d'être prêt pour son utilisation prévue. La capitalisation des coûts d'emprunt cesse lorsque l'actif est complété et prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans les charges financières à l'état consolidé de la perte et de la perte globale lorsqu'ils sont engagés.

##### (h) Dépréciation des actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers est passée en revue régulièrement et lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Lorsque des indicateurs de dépréciation en lien avec des actifs non financiers existent, le montant recouvrable des actifs non financiers est déterminé. Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas générant des flux de trésorerie séparément identifiables (les « unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »). La valeur recouvrable est la valeur plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de cession (« JVDCC ») et la valeur d'utilité (étant la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie attendus de l'actif en question ou de l'UGT). Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant de la valeur comptable de l'actif excédant sa valeur recouvrable. La Société évalue les pertes de valeur à chaque date de présentation de l'information pour des reprises éventuelles lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

##### (i) Impôts sur le résultat exigibles et différés

La charge d'impôts pour la période comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sont comptabilisés à l'état consolidé de la perte et de la perte globale, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, les impôts sont aussi respectivement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

Les impôts miniers représentent des impôts perçus par les provinces canadiennes à l'égard d'activités minières et sont classés dans les impôts sur le résultat puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 3. Résumé des méthodes comptables significatives (suite)

##### (i) Impôts sur le résultat exigibles et différés (suite)

###### *Impôts sur le résultat exigibles*

La charge d'impôts sur le résultat exigibles correspond aux impôts exigibles sur le bénéfice imposable de l'exercice, en utilisant les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan dans les juridictions où la Société exerce ses activités et génère un bénéfice imposable. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, lorsque cela est approprié, en fonction des montants qu'elle prévoit verser aux autorités fiscales. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont calculés en utilisant le taux d'imposition qui serait applicable au bénéfice annuel total attendu.

###### *Impôts sur le résultat différés*

La Société comptabilise les impôts sur le résultat différés selon la méthode de l'actif ou du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts sur le résultat différés sont comptabilisés pour tenir compte des conséquences fiscales futures attribuables aux écarts temporaires entre les valeurs comptables aux états financiers des actifs et des passifs existants et leur valeur fiscale. Toutefois, les impôts sur le résultat différés ne sont pas comptabilisés s'ils découlent de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice ou la perte comptable ni le bénéfice ou la perte fiscal(e). Les actifs et les passifs d'impôts sur le résultat différés sont calculés selon les taux d'imposition (et les lois) en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliquent au revenu imposable dans la période au cours de laquelle les écarts temporaires devraient se résorber ou être réglés.

Les actifs d'impôts sur le résultat différés sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés.

Les actifs et les passifs d'impôts sur le résultat différés sont présentés comme non courants et sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs exigibles et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés sont liés à des impôts sur le résultat qui sont perçus par la même autorité fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes lorsqu'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

##### (i) Capital-actions et bons de souscription

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans les capitaux propres, en diminution du produit de l'émission, dans la période où la transaction a eu lieu.

Lorsque des bons de souscription sont émis donnant le droit d'acquérir un nombre fixe d'actions, les bons sont classés dans les capitaux propres. Le produit des placements d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription émis. Une valeur est attribuée aux bons de souscription qui font partie des unités en fonction de la valeur résiduelle des unités après déduction de la juste valeur des actions ordinaires.

Lorsque des bons de souscription sont émis donnant le droit d'acquérir un nombre variable d'actions (note 14), ces instruments financiers sont classés comme des passifs dérivés et évalués à la juste valeur, avec les variations de la juste valeur comptabilisées à l'état consolidé de la perte et de la perte globale à chaque date de bilan.

##### (j) Actions accréditives

La Société finance certaines de ses dépenses d'exploration et d'évaluation par le biais d'émissions d'actions accréditives. Les déductions pour dépenses relatives aux ressources aux fins de l'impôt sur le résultat sont renoncées en faveur des investisseurs conformément aux lois fiscales en vigueur. La différence (la « prime ») entre le montant comptabilisé en actions ordinaires et le montant que les investisseurs paient pour les actions est comptabilisée en tant que gain différé, à la rubrique *Prime différée sur les actions accréditives*, lequel est renversé à l'état de la perte et de la perte globale, à la rubrique *Autres produits – prime liée aux actions accréditives*, lorsque les dépenses admissibles ont été engagées. La Société comptabilise un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les dépenses admissibles sont engagées.

Conformément aux conventions de souscription connexes, la Société s'est engagée à dépenser le produit de l'émission d'actions accréditives pour engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés de ressources au Canada.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 3. Résumé des méthodes comptables significatives (suite)

##### (k) Paiements fondés sur des actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime d'options ») à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants. Chaque tranche d'une attribution est considérée comme une attribution séparée ayant sa propre période d'acquisition des droits et sa propre juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur de chacune des tranches est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits de la tranche selon le nombre d'options attribuées devant être acquises, et vient augmenter le surplus d'apport. Le nombre d'options attribuées devant être acquises est révisé au moins une fois par an, et toute incidence est comptabilisée immédiatement.

Dans les situations où les instruments de capitaux propres sont émis à des personnes autres que des employés et qu'une partie ou que la totalité des biens ou des services reçus par l'entité à titre de contrepartie ne peut être spécifiquement identifiée, ils sont évalués à la juste valeur du paiement fondé sur des actions. Autrement, les paiements fondés sur des actions sont évalués à la juste valeur des biens ou des services reçus.

Toute contrepartie versée lors de l'exercice d'options d'achat d'actions est créditée au capital-actions. Le surplus d'apport résultant de la rémunération fondée sur des actions est transféré au capital-actions lorsque les options sont exercées. Pour les régimes de rémunération fondée sur des actions réglés en trésorerie, les justes valeurs sont déterminées à chaque date de présentation de l'information et les variations périodiques sont comptabilisées dans les charges de rémunération, avec une variation correspondante des passifs.

##### (l) Produits tirés de contrats conclus avec des clients

Des produits différés résultent des avances reçues par la Société en contrepartie d'engagements futurs, tel que spécifié dans son entente de flux (le « passif sur contrat »).

La comptabilisation d'un arrangement de flux dépend des faits et termes de chaque entente. La Société a identifié des composantes financement importantes se rapportant à son entente de flux, résultant de l'écart entre le moment où l'avance est reçue et le moment où les biens promis sont livrés. La charge d'intérêt sur le passif sur contrat (note 12) est comptabilisée dans les charges financières. Le taux d'intérêt est déterminé en fonction du taux implicite dans l'entente de flux à la date d'entrée en vigueur. La contrepartie initiale reçue en vertu des arrangements de flux est considérée variable, en fonction des changements dans le nombre total d'onces d'argent qui seront livrées dans l'avenir. Les changements de la contrepartie variable seront reflétés à l'état consolidé de la perte et de la perte globale.

À chaque date de présentation de l'information financière, la Société cumulera les intérêts sur la composante financement du passif sur contrat. Cet intérêt cumulé augmentera le solde du passif sur contrat et un montant compensatoire est chargé aux coûts d'emprunt dans les immobilisations corporelles (note 9). Cet intérêt cumulé n'est pas une obligation contractuelle, mais est destiné à répartir le coût de l'entente de flux argentifère sur la période où elle est en vigueur. Cet intérêt cumulé est un élément hors caisse et n'est donc pas présenté à l'état consolidé résumé des flux de trésorerie. Dès le début de la production, le passif sur contrat incluant l'intérêt cumulé sera comptabilisé dans les produits sur la durée de vie de la mine.

Les coûts marginaux directement attribuables à l'obtention d'un contrat avec un client sont capitalisés dans les autres actifs non courants. Dès le début de la production, les autres actifs non courants seront passés en charges sur la durée de vie de la mine. Ces coûts sont sujets à la dépréciation lorsque le montant résiduel de contrepartie à recevoir dépasse les coûts qui se rapportent directement à la fourniture des biens qui n'ont pas été comptabilisés en charges.

##### (m) Résultat (perte) par action

Le résultat (perte) par action (« RPA ») est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour chaque période. Le RPA de base est obtenu en divisant le profit ou la perte attribuable aux porteurs d'actions de Falco pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de cette période.

Le RPA dilué est calculé en prenant en compte la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres seulement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission ont un effet dilutif sur le résultat par action. Le calcul tient aussi compte des actions émises et détenues en fidéicomis. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription et les options d'achat d'actions. Lorsque la Société déclare une perte, la perte nette diluée par action ordinaire est égale à la perte nette de base par action ordinaire en raison de l'effet antidilutif des bons de souscription et des options d'actions.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 4. Nouvelle norme comptable et normes comptables modifiées

##### Normes comptables et modifications significatives

*Modifications – IAS 1 Présentation des états financiers et IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*

En 2021, l'IASB a émis des modifications de portée limitée aux Normes IFRS de comptabilité, notamment IAS 1 et IAS 8. Les modifications ont été apportées pour aider les sociétés à :

- améliorer l'information présentée à l'égard des méthodes comptables de façon à fournir de l'information plus utile aux investisseurs et aux autres principaux utilisateurs des états financiers; et
- distinguer les changements d'estimations comptables des changements de méthodes comptables.

Les modifications à IAS 1 exigent que les sociétés divulguent les informations significatives sur leurs méthodes comptables plutôt que leurs principales méthodes comptables. L'information sur les méthodes comptables est significative si, lorsque mise en commun avec les autres informations présentées dans les états financiers de l'entité, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle puisse influencer les décisions prises par les principaux utilisateurs d'états financiers à usage général sur la base de ces états financiers. Les modifications à IAS 8 clarifient comment les sociétés doivent distinguer les changements de méthodes comptables des changements d'estimations comptables. Cette distinction est importante puisque les changements d'estimations comptables sont appliqués de façon prospective uniquement aux transactions futures et autres événements futurs, tandis que les changements de méthodes comptables sont généralement aussi appliqués de façon rétrospective aux transactions antérieures et autres événements antérieurs. Les modifications à IAS 1 et IAS 8 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Bien que les modifications n'aient pas entraîné de changements aux méthodes comptables en soi, elles ont eu une incidence sur l'information divulguée sur les méthodes comptables dans les états financiers consolidés. La direction a passé en revue les méthodes comptables et a fait des mises à jour à l'information divulguée à la note 3, dans certains cas, conformément aux modifications.

##### Normes comptables émises, mais pas encore en vigueur

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations des normes existantes et modifications qui ont été publiées, mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 30 juin 2024. Ces normes, interprétations de normes existantes et modifications, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024, ne devraient pas avoir d'impact important sur la Société et ne sont pas considérées significatives et ne sont donc pas abordées dans les présentes.

#### 5. Estimations et jugements comptables critiques

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige de la Société qu'elle procède à des estimations et qu'elle formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à titre d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés à titre de produits et de charges au cours de la période de présentation de l'information. La Société procède aussi à des estimations et émet des hypothèses pour l'avenir. La détermination d'estimations nécessite l'exercice du jugement basé sur diverses hypothèses ainsi que d'autres facteurs tels que l'expérience historique et les conditions économiques actuelles et prévues. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés raisonnables dans les circonstances. Les principaux secteurs où la direction doit recourir à des estimations et des hypothèses qui posent un risque significatif d'engendrer des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice financier se rapportent à l'hypothèse de continuité d'exploitation, à la dépréciation des actifs non financiers, aux impôts sur le résultat et à la comptabilisation des arrangements de flux.

##### *(i) Continuité d'exploitation*

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant ses futurs besoins en fonds de roulement implique du jugement. Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés raisonnables dans les circonstances (note 1).

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 5. Estimations et jugements comptables critiques (suite)

##### (ii) Dépréciation des actifs non financiers

Les groupes d'actifs sont passés en revue pour des indications de dépréciation à chaque date de bilan ou lorsqu'un événement déclencheur est identifié.

Pour les immobilisations corporelles, les facteurs qui peuvent déclencher un test de dépréciation comprennent, sans s'y limiter, des preuves que la valeur d'un actif a baissé au cours de la période, des changements significatifs ayant eu un effet défavorable sur la Société, incluant des changements au niveau du contexte réglementaire, des prix des métaux et des taux de change, ont eu lieu au cours de la période, des preuves de la désuétude d'un actif ou de dommages matériels ont été constatées, et la valeur comptable des actifs nets de la Société dépasse sa capitalisation boursière. Pour évaluer la dépréciation des immobilisations corporelles, la direction estime la valeur recouvrable de chaque UGT en se basant sur les futurs flux de trésorerie actualisés.

L'évaluation de la dépréciation d'actifs financiers nécessite de porter des jugements afin de déterminer s'il existe des indices qu'un test de dépréciation formel serait nécessaire à l'égard des actifs non financiers. Tout changement dans les jugements utilisés pour déterminer la juste valeur des actifs non financiers pourrait avoir une incidence sur l'analyse de la dépréciation.

Le projet Horne 5 de Falco est le seul actif non financier de la Société et il a été déterminé comme étant l'UGT de la Société au 30 juin 2024 et au 30 juin 2023. Au 30 juin 2024, la direction a déterminé qu'il n'y avait aucune indication que des actifs non financiers pourraient ne pas être recouvrables. Les immobilisations corporelles correspondent aux coûts capitalisés à l'égard du projet Horne 5 de Falco. Au 30 juin 2023, la direction a déterminé qu'une indication que les actifs non financiers pourraient ne pas être recouvrables était survenue.

Au 30 juin 2023, la Société a déterminé le montant recouvrable de l'UGT en utilisant la méthode de la JVDCC laquelle a été évaluée au moyen d'un modèle basé sur les flux de trésorerie actualisés, en tenant compte des dépenses en immobilisations devant être engagées pour mener le projet Horne 5 de Falco à terme jusqu'à la fin de l'échéancier de construction prévu, ainsi que la trésorerie générée par les ventes ultérieures de la production issue du projet Horne 5 de Falco en se basant sur les hypothèses du projet. Les principales hypothèses employées dans ce calcul comprennent les dépenses en immobilisations de ce projet, le volume de production estimé, le prix de vente de l'or à long terme (1 700 \$ US/oz), le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain à long terme (1,00 \$ US = 1,30 \$), les coûts d'exploitation prévus, et le taux d'actualisation (14,5 %), en se basant sur une estimation des risques associés aux flux de trésorerie projetés en fonction des meilleurs renseignements disponibles au moment du test de dépréciation. La Société a déterminé que le montant recouvrable dépassait la valeur comptable et par conséquent, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

La JVDCC estimée peut être affectée par un ou plusieurs changements des estimations utilisées. Tout changement des estimations importantes lors de périodes futures pourrait donner lieu à une charge de dépréciation. La formulation d'hypothèses pour déterminer le montant recouvrable de l'UGT du projet Horne 5 de Falco nécessite l'exercice d'un jugement important par la direction.

##### (iii) Comptabilisation des arrangements de flux

La Société a conclu l'entente de flux argentifère et a reçu 25 000 000 \$ le 27 février 2019; ce montant a été utilisé pour le développement du projet Horne 5 de Falco (voir également la note 11). Le traitement du dépôt en tant que passif sur contrat est un jugement important et est basé sur la livraison prévue de la future production de la Société.

La direction a exercé son jugement dans l'application de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à ce contrat. Pour déterminer le prix de transaction de l'entente de flux argentifère, la Société a procédé à des estimations quant au moment et à la valeur des futures livraisons afin de déterminer le taux d'intérêt initial de 13 % implicite dans l'entente.

Le 31 janvier 2020, le 27 novembre 2020 et le 31 janvier 2022, la Société et Redevances Osisko ont convenu de modifier l'entente de flux argentifère, de telle sorte que Redevances Osisko a convenu de reporter d'un an chacune des échéances établies pour l'atteinte de certains objectifs par Falco comme conditions préalables aux paiements par tranches versés par Redevances Osisko et de certaines autres échéances. Le 23 février 2023, Falco et Redevances Osisko ont convenu de modifier l'entente de flux argentifère avec prise d'effet au 31 janvier 2023, afin de reporter au 31 janvier 2025 les échéances établies pour l'atteinte de certains objectifs par Falco à titre de conditions préalables au financement par Redevances Osisko des deuxième et troisième versements par tranches, ces versements devant être financés de façon concomitante si les conditions qui s'y rattachent sont satisfaites.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 5. Estimations et jugements comptables critiques (suite)

#### (iii) Comptabilisation des arrangements de flux (suite)

À la suite de ces modifications contractuelles et compte tenu du moment où les futurs flux de trésorerie sont prévus, la Société a révisé le taux d'intérêt implicite de l'entente de flux argentifère. Au 30 juin 2024, le taux d'intérêt implicite de l'entente de flux argentifère était de 9,0 % (10,9 % au 30 juin 2023).

Ces estimations sont sujettes à des variations et peuvent avoir une incidence sur le moment et le montant des revenus comptabilisés.

### 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 juin 2024	30 juin 2023
	\$	\$
Trésorerie	2 633 817	695 920
Équivalents de trésorerie	1 050 000	5 225 000
	<u>3 683 817</u>	<u>5 920 920</u>

Les équivalents de trésorerie au 30 juin 2024 se composent de dépôts à terme rachetables portant intérêt à un taux moyen pondéré de 5,1 % avec diverses échéances jusqu'en août 2024.

### 7. Comptes débiteurs

	30 juin 2024	30 juin 2023
	\$	\$
Taxes de vente	113 545	128 873
Crédits d'impôt remboursables	233 418	485 250
Autres	105 028	69 855
	<u>451 991</u>	<u>683 978</u>

### 8. Trésorerie affectée

Le 27 juin 2017, la Société a clôturé une facilité de crédit renouvelable de 5 000 000 \$ (la « facilité de crédit ») avec la Banque Nationale du Canada (le « prêteur »), laquelle est garantie par une hypothèque en faveur du prêteur sur un compte de dépôt en garantie maintenu par la Société. La facilité de crédit peut être utilisée pour garantir les obligations de la Société envers Hydro-Québec (« HQ ») en lien avec certains travaux électriques et d'ingénierie devant être effectués dans le cadre du développement du projet Horne 5 de Falco et, sous réserve du consentement d'une tierce partie, pour d'autres fins acceptées par le prêteur. La facilité de crédit permet à la Société d'avoir accès à des lettres de crédit de soutien et des lettres de garantie émises par le prêteur à HQ au nom de la Société. La facilité de crédit est non engagée, ce qui signifie que le prêteur peut, à sa seule discrétion : (i) mettre fin au droit de la Société de demander l'émission de lettres de crédit le jour même, et (ii) décliner une demande de la Société pour l'émission d'une lettre de crédit. Le 4 juillet 2017, la Société a porté en garantie un montant de 905 000 \$ en échange d'une lettre de crédit de soutien en faveur d'HQ, réduisant le montant disponible de la facilité de crédit d'un montant identique.

En décembre 2023, la Société a remboursé à HQ les coûts que cette dernière a engagés en lien avec le projet Horne 5 de Falco. Le 10 janvier 2024, HQ a annulé la lettre de crédit de soutien et le montant de 905 000 \$ n'est plus assujéti à des restrictions.

# Ressources Falco Itée

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

## 9. Immobilisations corporelles

	Équipement minier	Terrains et bâtiments	Construction en cours	Équipement de bureau et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Solde au 30 juin 2022	18 317 509	22 916 609	81 066 946	475 780	122 776 844
Ajouts	-	50 040	1 889 029	57 394	1 996 463
Coûts d'emprunt capitalisés	-	-	9 129 871	-	9 129 871
Solde au 30 juin 2023	18 317 509	22 966 649	92 085 846	533 174	133 903 178
Ajouts	-	80 903	2 959 872	6 818	3 047 593
Coûts d'emprunt capitalisés	-	-	9 091 669	-	9 091 669
Solde au 30 juin 2024	18 317 509	23 047 552	104 137 387	539 992	146 042 440
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde au 30 juin 2022	-	-	-	418 284	418 284
Amortissement	-	-	-	15 849	15 849
Solde au 30 juin 2023	-	-	-	434 133	434 133
Amortissement	-	-	-	30 546	30 546
Solde au 30 juin 2024	-	-	-	464 679	464 679
<b>Valeur comptable</b>					
Au 30 juin 2023	18 317 509	22 966 649	92 085 846	99 041	133 469 045
Au 30 juin 2024	18 317 509	23 047 552	104 137 387	75 313	145 577 761

## 10. Dépenses d'exploration et d'évaluation

La Société détient un vaste portefeuille de propriétés dans la ceinture de roches vertes de l'Abitibi. Falco détient des claims miniers et des droits contractuels dans ou en lien avec des concessions minières dans le camp minier de Rouyn-Noranda situé au Québec (Canada). Durant les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023, la Société a engagé des dépenses d'exploration et d'évaluation totalisant 512 529 \$ et 544 216 \$, respectivement.

## 11. Passif sur contrat

Le 27 février 2019, la Société et Redevances Osisko (les « parties ») ont conclu l'entente de flux argentifère, en vertu de laquelle Redevances Osisko s'est engagé à fournir à la Société des paiements par tranches totalisant jusqu'à 180 000 000 \$, en vue de financer le développement du projet Horne 5 de Falco, payables de la façon suivante :

- Un premier dépôt de 25 000 000 \$ à la clôture de l'entente de flux argentifère, déduction faite de tout montant dû par la Société à Redevances Osisko (le « premier versement »);
- Un deuxième dépôt de 20 000 000 \$ lorsque la Société aura reçu toutes les approbations importantes nécessaires de la tierce partie, les autorisations, les droits de passage et les droits de surface (le « deuxième versement »);
- Un troisième dépôt de 35 000 000 \$ suivant la réception de tous les permis importants requis pour la construction d'une mine sur le projet Horne 5 de Falco, une décision positive quant à la construction de ce projet et l'exercice d'un minimum de 100 000 000 \$ en capitaux propres, dans le cadre d'une entente de coentreprise ou de tout autre financement ne générant pas de dette pour la construction de la mine (le « troisième versement »);
- Un quatrième dépôt de 60 000 000 \$ lorsque la totalité du financement des dépenses en capital projetées pour le projet Horne 5 de Falco sera démontrée (le « quatrième versement »); et
- Un cinquième dépôt optionnel de 40 000 000 \$ à la seule discrétion de Redevances Osisko d'augmenter le pourcentage du flux, payable au même moment que le quatrième dépôt (le « cinquième versement »).

Selon les termes de l'entente de flux argentifère, Redevances Osisko fera l'acquisition de 90 % de l'argent payable du projet Horne 5 de Falco, augmentant à 100 % de l'argent payable du projet dans le cas où le cinquième versement optionnel est effectué. En contrepartie de l'argent livré en vertu de cette entente, Redevances Osisko effectuera des paiements en continu à la Société équivalant à 20 % du cours de l'argent le jour de la livraison, ne dépassant pas 6,00 \$ US par once d'argent. L'argent produit du projet Horne 5 de Falco et des propriétés situées dans le secteur d'intérêt de 5 km sera assujéti à l'entente de flux argentifère. En vertu de l'entente de flux argentifère, la Société a accepté de payer des frais d'engagement de capital

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 11. Passif sur contrat (suite)

de 2 000 000 \$, payables lorsque Redevances Osisko fournira le troisième versement en vertu de l'entente de flux argentifère. Les obligations de Falco envers Redevances Osisko relativement à l'entente de flux argentifère sont garanties par un acte d'hypothèque pour un montant maximal de 600 000 000 \$; cet acte de premier rang a été subordonné en faveur du titre octroyé à Glencore Canada Corporation (« Glencore Canada ») dans le cadre de la débenture convertible (voir note 13).

Le 31 janvier 2020, le 27 novembre 2020 et le 31 janvier 2022, les parties ont modifié l'entente de flux argentifère pour reporter d'un an chacune des échéances établies pour l'atteinte de certains objectifs par Falco à titre de conditions préalables au financement par Redevances Osisko des versements par tranches restantes et certaines autres échéances. Le 19 août 2021, la Société a reçu de Redevances Osisko une avance partielle de 10 000 000 \$ sur le deuxième versement de 20 000 000 \$ prévu dans le cadre de l'entente de flux argentifère. Le 23 février 2023, Falco et Redevances Osisko ont convenu de modifier l'entente de flux argentifère avec prise d'effet au 31 janvier 2023, afin de reporter au 31 janvier 2025 les échéances établies pour l'atteinte de certains objectifs par Falco à titre de conditions préalables au financement par Redevances Osisko du solde des deuxième et troisième versements par tranches, ces versements devant être financés de façon concomitante si les conditions qui s'y rattachent sont satisfaites.

Aux 30 juin 2024 et 2023, la Société avait engagé, sur une base cumulative, 1 728 528 \$ en frais de transaction en lien avec le passif sur contrat, lesquels sont comptabilisés dans les autres actifs non courants au bilan consolidé.

La répartition du passif sur contrat est comme suit :

	\$
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>48 898 002</b>
Intérêts sur la composante financement du passif sur contrat	5 816 132
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>54 714 134</b>
Intérêts sur la composante financement du passif sur contrat	5 961 523
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>60 675 657</b>

En vertu de l'IFRS 15, l'entente de flux argentifère est considérée comme ayant une composante financement significative. En tant que tel, l'intérêt est cumulé et ajouté au passif sur contrat. Le passif sur contrat commencera à être graduellement comptabilisé comme faisant partie des produits sur la durée de vie de la mine une fois que les livraisons dans le cadre de l'entente de flux argentifère commenceront. La Société enregistre ainsi un intérêt hors caisse théorique, qui peut être capitalisé dans les immobilisations corporelles en tant que coûts d'emprunt, à chaque date des états financiers en se basant sur le taux d'intérêt implicite déterminé à la conclusion et/ou à la modification de l'entente de flux argentifère. Cet intérêt cumulé n'est pas une obligation contractuelle, mais est destiné à répartir le coût de l'entente de flux argentifère sur la période où elle est en vigueur. Cet intérêt cumulé est un élément hors caisse et n'est donc pas présenté à l'état consolidé résumé des flux de trésorerie.

#### 12. Prêt convertible

Le 22 février 2019, Falco a clôturé une entente de prêt garanti de premier rang avec Redevances Osisko (le « prêt garanti ») de 10 000 000 \$ (le « montant de capital »). Le 22 novembre 2019, le prêt garanti a été modifié de façon à accroître le montant de capital de 5 900 000 \$ (le « montant de capital augmenté »), pour s'établir à 15 900 000 \$ (le « montant de capital modifié ») et la date d'échéance a été reportée du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020. Selon les termes du prêt garanti, les intérêts étaient payables sur le montant de capital modifié à un taux annuel équivalent à 7 %, composé trimestriellement.

Le 17 novembre 2020, la Société a signé une entente exécutoire avec Redevances Osisko visant à reporter la date d'échéance du prêt garanti du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2022 (le « report de l'échéance »). Avec les intérêts capitalisés, le montant de capital à rembourser en vertu du prêt garanti à cette date était de 17 596 136 \$. En contrepartie du report de l'échéance, le prêt garanti a aussi été modifié de façon à devenir convertible (le « prêt convertible »), après le premier anniversaire de la date de clôture, en actions ordinaires de la Société (les « actions ordinaires ») à un prix de conversion de 0,55 \$ par action ordinaire. Le prêt convertible portait intérêt à un taux de 7 % par année, composé trimestriellement.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 12. Prêt convertible (suite)

En contrepartie du report de l'échéance, la Société a émis à Redevances Osisko 10 664 324 bons de souscription d'actions ordinaires de la Société (les « bons de souscription »), chaque bon de souscription pouvait être exercé pour une action ordinaire au prix d'exercice de 0,69 \$ jusqu'à 24 mois suivant la date d'émission des bons de souscription. Les modalités propres aux bons de souscription prévoient une option d'exercice sans décaissement en vertu de laquelle le nombre d'actions ordinaires émises sera basé sur le nombre d'actions ordinaires pour lesquelles des bons de souscription sont exercés, multiplié par la différence entre le cours d'une action ordinaire et le prix d'exercice divisé par le cours de l'action ordinaire au moment de l'exercice. Redevances Osisko pourra se prévaloir de l'option d'exercice sans décaissement à sa seule discrétion.

Le 24 janvier 2023, Falco a finalisé une entente avec Redevances Osisko visant à reporter l'échéance du prêt convertible du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2024. En contrepartie du report de la date d'échéance du prêt convertible, ce prêt a été aussi modifié (collectivement avec le report de la date d'échéance du prêt convertible, les « modifications du prêt convertible ») (i) afin que l'intérêt cumulé sur le prêt convertible existant soit capitalisé, de telle sorte que le montant de capital du prêt convertible modifié totalise 20 484 195 \$, (ii) afin d'augmenter le taux d'intérêt du prêt convertible de 7 % par année à 8 % par année, et (iii) afin de réduire le prix de conversion du prêt convertible de 0,55 \$ à 0,50 \$ par action ordinaire. De plus, les 10 664 324 bons de souscription détenus antérieurement par Redevances Osisko ont été remplacés par 10 664 324 bons de souscription (les « bons de souscription de remplacement »), pouvant être exercés au prix d'exercice de 0,65 \$ et expirant le 31 décembre 2024, simultanément au prêt convertible dans sa version modifiée.

Les obligations de Falco envers Redevances Osisko en vertu du prêt convertible sont garanties par un acte d'hypothèque d'un montant maximal de 25 000 000 \$ sur tous les actifs de Falco autres que le projet Horne 5 de Falco, subordonné à la garantie accordée à Glencore Canada dans le cadre de la débenture convertible (voir la note 13).

Les transactions affectant le prêt convertible sont les suivantes :

	\$
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>19 408 400</b>
Intérêts	1 817 973
Frais de transaction	(77 943)
Juste valeur des bons de souscription de remplacement	(73 998)
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>21 074 432</b>
Intérêts	1 830 709
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>22 905 141</b>

Le montant de capital du prêt convertible est directement attribuable à l'acquisition ou à la construction d'un actif admissible, de telle sorte que ces coûts d'emprunt sont capitalisés dans les immobilisations corporelles.

### 13. Débenture convertible

Le 27 octobre 2020, la Société a conclu une entente avec Glencore Canada pour une débenture convertible garantie de premier rang de 10 000 000 \$ (la « débenture convertible »), qui avait un terme initial de 12 mois et portait intérêt à un taux de 7 % par année, composé trimestriellement. Les intérêts cumulés ont été capitalisés sur une base trimestrielle en ajoutant le montant des intérêts au montant de capital de la débenture convertible, à moins que la Société ne choisisse, à son gré, d'acquitter en espèces toute somme d'intérêts cumulés. Dans certaines circonstances, Falco avait le droit de reporter la date d'échéance de six mois.

La débenture convertible pouvait être convertie en actions ordinaires dans un délai de 10 jours suivant la date d'échéance à la seule discrétion de Glencore Canada au prix de conversion de 0,41 \$ par action ordinaire.

Falco a émis à Glencore Canada 12 195 122 bons de souscription, chaque bon de souscription pouvait être exercé pour une action ordinaire au prix d'exercice de 0,51 \$ jusqu'à 12 mois suivant la date d'émission des bons de souscription. Les modalités propres aux bons de souscription prévoient une option d'exercice sans décaissement en vertu de laquelle le nombre d'actions ordinaires émises sera basé sur le nombre d'actions ordinaires pour lesquelles des bons de souscription sont exercés, multiplié par la différence entre le cours d'une action ordinaire et le prix d'exercice divisé par le cours de l'action ordinaire au moment de l'exercice. Glencore Canada pourra se prévaloir de l'option d'exercice sans décaissement à sa seule discrétion.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 13. Débenture convertible (suite)

Le 13 octobre 2021, la Société a convenu avec Glencore Canada de reporter la date d'échéance de la débenture convertible du 27 octobre 2021 au 27 avril 2022, étant donné que les circonstances permettant un tel report étaient conformes aux modalités de la débenture convertible. Compte tenu du report de la date d'échéance de la débenture convertible, la Société a annoncé le report de la date d'expiration des bons de souscription émis à Glencore Canada en parallèle à la débenture convertible, du 27 octobre 2021 au 27 avril 2022. Toutes les autres modalités des bons de souscription sont restées inchangées, incluant le prix d'exercice de 0,51 \$ par action ordinaire.

Le 27 avril 2022, la Société et Glencore Canada ont conclu une entente visant à reporter la date d'échéance de la débenture convertible, du 27 avril 2022 au 27 avril 2023 (la « date d'échéance modifiée »). Les intérêts courus sur la débenture convertible existante ont été capitalisés de telle sorte que le capital de la débenture convertible modifiée est d'environ 11 095 976 \$.

Dans le cadre du report de la date d'échéance, le prix de conversion de la débenture convertible a été modifié à 0,40 \$ par action ordinaire et le taux d'intérêt à 8 % par année, composé trimestriellement. Selon ses conditions, la débenture convertible peut être convertie en actions ordinaires de la Société dans les 10 jours précédant la date d'échéance ou à la date d'échéance, mais Glencore Canada a le droit de se prévaloir de son droit de conversion par anticipation en fournissant un préavis écrit à la Société. Ce dernier report a été considéré comme un règlement de la débenture convertible initiale (10 000 000 \$).

Simultanément, Falco a annoncé le report de la date d'expiration des bons de souscription de Glencore Canada (les « bons de souscription modifiés ») du 27 avril 2022 au 27 avril 2023. Le prix d'exercice de ces bons de souscription a été réduit à 0,41 \$ par action ordinaire. Toutes les autres modalités de ces bons de souscription demeurent inchangées. Ce dernier report est considéré comme un règlement des bons de souscription originels (12 195 122 bons de souscription).

En contrepartie de la modification et du report, Falco a émis à Glencore Canada 2 866 036 bons de souscription supplémentaires (les « bons de souscription supplémentaires »). Chaque bon de souscription supplémentaire peut être exercé contre une action ordinaire et ses modalités sont identiques à celles des bons de souscription modifiés.

Le 24 janvier 2023, Falco a finalisé une entente avec Glencore Canada visant à reporter la date d'échéance de la débenture convertible du 27 avril 2023 au 31 décembre 2024. En contrepartie du report de la date d'échéance de la débenture convertible, ce prêt a été modifié : (i) afin que l'intérêt cumulé sur la débenture convertible existante soit capitalisé de telle sorte que le montant de capital de la débenture convertible modifiée totalise 11 770 710 \$, (ii) afin d'augmenter le taux d'intérêt de la débenture convertible de 8 % par année à 9 % par année, et (iii) afin de réduire le prix de conversion de la débenture convertible de 0,40 \$ à 0,36 \$ par action ordinaire. De plus, les 15 061 158 bons de souscription détenus par Glencore Canada, chacun pouvant être exercé pour une action ordinaire au prix d'exercice de 0,41 \$ et expirant le 27 avril 2023, ont été modifiés de façon à pouvoir être exercés au prix d'exercice de 0,38 \$ et expirer le 31 décembre 2024 (les « bons de souscription prolongés »), simultanément à la débenture convertible dans sa version modifiée.

La débenture convertible est garantie par une hypothèque de premier rang sur tous les actifs détenus par Falco. Glencore Canada libérera la garantie lors du règlement de la débenture convertible et du remboursement des intérêts. Tant que Glencore Canada détiendra (ou sera réputé détenir) une participation en capitaux propres d'au moins 5 % dans la Société, cette dernière aura le droit de maintenir son intérêt au prorata dans Falco en participant aux financements par capitaux propres et autres instruments dilutifs.

Les transactions affectant la débenture convertible sont les suivantes :

	\$
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>10 794 418</b>
Intérêts	1 492 719
Frais de transaction	(38 971)
Juste valeur des bons de souscription prolongés	(265 378)
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>11 982 788</b>
Intérêts	1 299 437
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>13 282 225</b>

Au cours des exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023, le montant de capital de la débenture convertible est directement attribuable à l'acquisition ou à la construction d'un actif admissible, de telle sorte que ces coûts d'emprunt sont capitalisés dans les immobilisations corporelles.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 14. Passifs dérivés liés aux bons de souscription

Conformément aux IFRS, un contrat visant l'émission d'un nombre variable d'actions ne correspond pas à la définition de capitaux propres et doit donc être classé comme un passif dérivé et évalué à la juste valeur, avec les variations de la juste valeur comptabilisées à l'état consolidé de la perte et de la perte globale à chaque date de bilan. Les passifs dérivés liés aux bons de souscription seront ultimement convertis en actions ordinaires lorsque les bons de souscription seront exercés, ou seront éteints à l'échéance des bons de souscription en circulation, et ne résulteront pas en déboursés de trésorerie pour la Société. Immédiatement avant l'exercice, les bons de souscription sont réévalués à leur juste valeur estimative. Au moment de l'exercice, la valeur intrinsèque est transférée au capital-actions (la valeur intrinsèque étant le cours de l'action à la date de l'exercice du bon de souscription, moins le prix d'exercice du bon de souscription). Toute juste valeur résiduelle est comptabilisée à l'état consolidé de la perte et de la perte globale en tant de variation de la juste valeur estimative des passifs dérivés liés aux bons de souscription.

Le tableau suivant présente les variations des passifs dérivés liés aux bons de souscription de la Société :

	Bons de souscription liés à la dette convertible		Bons de souscription liés au prêt convertible		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>15 061 158</b>	<b>178 309</b>	<b>10 664 324</b>	<b>-</b>	<b>25 725 482</b>	<b>178 309</b>
Réévaluation des passifs dérivés liés aux bons de souscription	-	(175 263)	-	-	-	(175 263)
Expiration des bons de souscription (note 12)	-	-	(10 664 324)	-	(10 664 324)	-
Bons de souscription de remplacement (note 12)	-	-	10 664 324	73 998	10 664 324	73 998
Bons de souscription prolongés (note 13)	-	265 378	-	-	-	265 378
Réévaluation des passifs dérivés liés aux bons de souscription	-	69 764	-	22 579	-	92 343
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>15 061 158</b>	<b>338 188</b>	<b>10 664 324</b>	<b>96 577</b>	<b>25 725 482</b>	<b>434 765</b>
Réévaluation des passifs dérivés liés aux bons de souscription	-	78 050	-	(11 260)	-	66 790
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>15 061 158</b>	<b>416 238</b>	<b>10 664 324</b>	<b>85 317</b>	<b>25 725 482</b>	<b>501 555</b>

La réévaluation des passifs dérivés liés aux bons de souscription est comptabilisée à l'état de la perte et de la perte globale.

Les passifs dérivés liés aux bons de souscription ont été comptabilisés à leur juste valeur déterminée selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes à chaque date de présentation de l'information financière et à la date d'émission :

	Bons de souscription prolongés				
	30 juin 2024	30 juin 2023	24 janvier 2023	31 décembre 2022	30 septembre 2022
Taux d'intérêt sans risque	4,06 %	4,52 %	3,56 %	5,15 %	4,43 %
Durée de vie prévue des bons de souscription	0,5 an	1,5 an	1,9 an	0,3 an	0,4 an
Volatilité annualisée	100 %	76 %	67 %	93 %	69 %
Taux de dividende	-	-	-	-	-
Juste valeur par bon de souscription	0,019 \$	0,017 \$	0,013 \$	0,002 \$	0,004 \$

Ces passifs dérivés liés aux bons de souscription sont des évaluations récurrentes de la juste valeur de niveau 3. Le principal élément de niveau 3 utilisé par la direction pour estimer la juste valeur est la volatilité prévue.

# Ressources Falco Itée

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

## 15. Prime différée sur les actions accréditives

	30 juin 2024
Solde au début de l'exercice	-
Prime différée sur les actions accréditives émises, nette des frais d'émission d'actions (note 16)	182 694
Solde à la fin de l'exercice	182 694

## 16. Capital-actions

Autorisé : Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale  
Émises et payées en entier : 280 138 434 actions ordinaires

Le 27 juin 2024, la Société a clôturé un placement privé, émettant 4 058 269 unités (les « unités ») au prix de 0,23 \$ par unité et 4 464 286 actions accréditives de la Société (chacune, une « action accréditive », et collectivement avec les unités, les « valeurs mobilières offertes ») au prix de 0,28 \$ par action accréditive, pour un produit brut totalisant 2 183 402 \$.

Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription peut être exercé pour acquérir une action ordinaire au prix de 0,35 \$ à tout moment au plus tard le 26 juin 2026. Chaque action accréditive est composée d'une action ordinaire émise à titre d'« action accréditive » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*.

Les frais d'émission d'actions ont totalisé 396 355 \$, incluant 345 650 \$ en espèces et l'émission de 446 859 bons de souscription (chacun, un « bon de souscription de courtage »). Un montant de 182 694 \$ (net des frais d'émission d'actions de 40 520 \$) a été alloué à la prime différée sur les actions accréditives. Chaque bon de souscription de courtage confère au porteur le droit d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice de 0,23 \$ par bon de souscription de courtage en tout temps au cours de la période de 24 mois suivant la date d'émission.

La juste valeur des bons de souscription de courtage a été déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes en utilisant les hypothèses pondérées suivantes :

Prix d'exercice des bons de souscription de courtage	0,23 \$
Prix de l'action à la date d'attribution	0,225 \$
Taux d'intérêt sans risque	4,06 %
Durée de vie prévue des bons de souscription de courtage	2 ans
Volatilité annualisée prévue	93 %
Taux de dividende	-
Juste valeur par bon de souscription de courtage	0,11 \$

Toutes les actions ordinaires, les bons de souscription et les bons de souscription de courtage émis dans le cadre du financement sont assujettis à une période de détention de quatre mois plus un jour à compter de la date d'émission des valeurs mobilières offertes en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada.

## 17. Bons de souscription

Le tableau qui suit présente les variations des bons de souscription, y compris les bons de souscription de courtage, pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023 :

	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré \$
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>47 675 482</b>	<b>0,54</b>
Échus	(11 014 324)	0,70
Émis (note 12)	10 664 324	0,65
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>47 325 482</b>	<b>0,52</b>
Émis (note 16)	2 475 993	0,33
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>49 801 475</b>	<b>0,51</b>
<b>Bons de souscription avec option d'exercice sans décaissement</b>	<b>25 725 482</b>	<b>0,49</b>

# Ressources Falco Itée

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

## 17. Bons de souscription (suite)

Le tableau suivant présente les bons de souscription en circulation au 30 juin 2024 :

Prix d'exercice (\$)	Nombre de bons de souscription	Date d'échéance	Moyenne pondérée de la période résiduelle d'exercice (années)
0,38	15 061 158	31 décembre 2024	0,51
0,65	10 664 324	31 décembre 2024	0,51
0,55	21 600 000	31 juillet 2025	1,09
0,35	2 029 134	28 juin 2026	2,00
0,23	446 859	28 juin 2026	2,00
	49 801 475		

## 18. Rémunération fondée sur des actions

### Unités d'actions avec restrictions, différées et liées au rendement

La Société dispose d'un régime d'intéressement à long terme (le « régime ILT ») pour les employés et les consultants de la Société. Le régime ILT prévoit l'émission de nouvelles actions ordinaires sous la forme d'unités d'actions avec restrictions (« UAR »), d'unités d'actions différées (« UAD »), et d'unités liées au rendement (« ULR »). Le nombre maximal d'actions réservées pour l'émission ne devrait pas dépasser 2 500 000 actions ordinaires. Il n'y avait aucune UAR, ni UAD, ni ULR en circulation aux 30 juin 2024 et 2023.

### Options d'achat d'actions

Dans le cadre du régime d'options, le conseil peut, de temps à autre, à sa discrétion, attribuer à des administrateurs, dirigeants, employés et consultants de la Société, des options d'achat d'actions incessibles (« options »), pourvu que le nombre d'actions ordinaires réservées pour l'émission ne dépasse pas 10 % des actions ordinaires émises et en circulation, en incluant toutes les actions ordinaires réservées en vertu de tous les autres arrangements de rémunération fondée sur des actions mis en place. La durée maximale des options est de 10 ans et les conditions d'acquisition des droits sont à la discrétion du conseil.

Le tableau qui suit résume l'information concernant les variations des options au cours des deux derniers exercices :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>16 221 867</b>	<b>0,44</b>
Attribuées	150 000	0,33
Échues	(2 219 978)	0,86
Abandonnées	(153 556)	0,34
<b>Solde au 30 juin 2023</b>	<b>13 998 333</b>	<b>0,37</b>
Attribuées	3 440 000	0,36
Exercées	(38 000)	0,30
Abandonnées	(147 556)	0,37
Échues	(7 003 777)	0,33
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>10 249 000</b>	<b>0,40</b>
<b>Options pouvant être exercées au 30 juin 2024</b>	<b>5 825 668</b>	<b>0,42</b>

Durant les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023, des options ont été attribuées à des administrateurs, des dirigeants, des employés clés et des consultants. Les options ont un terme de cinq ans et les droits seront acquis sur une période de trois ans. Le prix d'exercice des options attribuées a été établi en fonction du cours de clôture de l'action la veille de la date d'attribution. Les options attribuées ont été comptabilisées à leur juste valeur déterminée selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	Pour l'exercice terminé les 30 juin	
	2024	2023
Taux d'intérêt sans risque	3,58 %	3,02 %
Durée de vie prévue des options	5 ans	5 ans
Volatilité annualisée	76 %	65 %
Taux de dividende	-	-
Juste valeur moyenne pondérée par option	0,23 \$	0,12 \$

# Ressources Falco Itée

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

## 18. Rémunération fondée sur des actions (suite)

La volatilité annualisée prévue est basée sur les données historiques pour la Société. La juste valeur des options est amortie sur la période d'acquisition des droits en tenant compte des renoncations prévues. Les options attribuées peuvent être exercées au cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant la date d'attribution.

Les options en circulation au 30 juin 2024 sont présentées ci-dessous :

Prix d'exercice (\$)	Nombre d'options en circulation	Nombre d'options pouvant être exercées	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)
0,29	450 000	300 002	2,66
0,33	150 000	50 000	3,00
0,36	3 440 000	-	4,75
0,40	2 200 000	1 466 666	2,66
0,42	630 000	630 000	1,67
0,43	442 000	442 000	1,67
0,45	2 937 000	2 937 000	1,39
	10 249 000	5 825 668	

Pour l'exercice terminé le 30 juin 2024, les charges de rémunération fondée sur des actions se sont élevées à 243 823 \$ (443 218 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023), dont un montant de 241 969 \$ a été imputé à l'état consolidé de la perte et de la perte globale (382 841 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023) et 1 854 \$ a été capitalisé dans les actifs en cours de construction (60 377 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023). Un crédit compensatoire est comptabilisé dans le surplus d'apport.

## 19. Impôts sur le résultat

Le tableau suivant présente un rapprochement des impôts aux taux statutaires (26,5 %) et des impôts comptabilisés pour l'exercice terminé le 30 juin 2024 (26,5 % pour l'exercice terminé le 30 juin 2023) :

	2024	2023
	\$	\$
Perte avant les impôts sur le résultat	(3 341 039)	(2 993 122)
Recouvrement d'impôts sur le résultat prévu	(885 375)	(793 177)
Dépenses non déductibles, montant net	38 000	81 000
Variation de la juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription	(18 000)	(23 000)
Droits miniers provinciaux	69 371	402 296
Variation des écarts temporaires déductibles non comptabilisés	883 376	730 177
Autres, montant net	(18 000)	5 000
Charge d'impôts sur le résultat	69 372	402 296

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts différés de la Société aux 30 juin 2024 et 2023 sont indiquées ci-dessous :

	2024	2023
	\$	\$
Passifs d'impôts différés		
Droits miniers provinciaux	(1 714 000)	(1 645 000)
Actifs d'exploration et d'évaluation	14 402 000	14 127 000
Immobilisations corporelles	(15 805 000)	(14 858 000)
Coûts d'émission d'actions et de titres de créance	(329 000)	(235 000)
Pertes autres qu'en capital	1 732 077	966 449
Passif d'impôts différés	(1 713 923)	(1 644 551)

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

#### 19. Impôts sur le résultat (suite)

Compte tenu des résultats positifs de l'évaluation économique préliminaire sur le projet Horne 5 de Falco déposée en juin 2016 et de la réalisation de l'étude de faisabilité, la Société a l'intention d'aller de l'avant avec le développement de ce projet. La Société entend réaliser la valeur comptable de ses actifs et régler la valeur comptable de ses passifs par le biais de l'utilisation de ses propriétés en développement et par conséquent, elle a comptabilisé un passif d'impôts différés relativement aux droits miniers provinciaux.

Les principaux éléments des écarts temporaires déductibles, des pertes fiscales inutilisées reportées et des crédits d'impôts inutilisés reportés qui n'ont pas été inclus au bilan au 30 juin 2024 sont présentés ci-dessous :

	\$	Fourchette de dates d'échéance
Crédit d'impôt à l'investissement	71 000	2034
Pertes autres qu'en capital	74 304 000	2038 à 2041
Avantage fiscal lié aux droits miniers provinciaux	1 714 000	Aucune échéance

#### 20. Perte nette par action

En raison de la perte nette pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023, toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives (notes 17 et 18) sont considérées comme étant antidilutives, de telle sorte que la perte nette diluée par action ordinaire est équivalente à la perte nette de base par action ordinaire pour ces périodes.

#### 21. Gestion du capital

La structure du capital de la Société au 30 juin 2024 se compose de capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires sous la forme de capital émis et de réserves de capitaux propres.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements en fonction des fonds disponibles afin de financer l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières. Le conseil n'établit pas de critères quantitatifs sur le rendement du capital pour sa gestion, mais se fie plutôt à l'expertise de la direction pour assurer le développement futur de l'entreprise. La Société n'est pas soumise à des exigences en matière de capital imposées de l'extérieur.

Les propriétés dans lesquelles la Société détient présentement des intérêts sont à l'étape de la mise en valeur ou à l'étape de l'exploration et de l'évaluation, de telle sorte que la Société dépend de sources de financement externes pour la poursuite de ses activités. Pour être en mesure de réaliser les activités de mise en valeur, d'exploration et d'évaluation prévues et s'acquitter de ses frais administratifs, la Société utilisera son fonds de roulement existant et amassera de nouvelles sommes de financement au besoin. La Société continuera d'évaluer de nouvelles propriétés et cherchera à acquérir des intérêts dans d'autres propriétés si elle juge que ces dernières présentent suffisamment de potentiel géologique et économique et si elle dispose de ressources financières adéquates pour le faire.

La direction révisé son approche en matière de gestion du capital sur une base continue et est d'avis que cette approche est raisonnable, compte tenu de la taille de la Société. Il n'y a eu aucun changement significatif dans les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital au cours des exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023. Les variations du capital sont décrites à l'état consolidé des variations des capitaux propres.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 22. Transactions entre parties liées et impliquant les principaux dirigeants

#### *Principaux dirigeants*

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (membres ou non de la direction) et les membres de la haute direction de la Société. La rémunération versée ou payable aux principaux membres de la direction pour leurs services en tant qu'employés est présentée ci-dessous pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023 :

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Salaires et autres avantages à court terme du personnel	1 386 520	1 301 770
Rémunération fondée sur des actions	233 046	322 402
	<u>1 619 566</u>	<u>1 624 172</u>

Les transactions et les soldes entre parties liées, qui ne sont pas divulgués ailleurs, sont résumés ci-dessous :

Durant l'exercice terminé le 30 juin 2024, un montant de 143 000 \$ a été facturé par Redevances Osisko pour des services professionnels et pour l'accès aux bureaux (220 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023), dont un montant de 64 000 \$ est inclus dans les comptes fournisseurs et frais courus au 30 juin 2024 (35 000 \$ au 30 juin 2023). Ces services ont été rendus à la Société dans le cours normal des activités et ont été évalués à la valeur d'échange, qui est le montant établi et accepté par les parties liées.

Au 30 juin 2024, la charge d'intérêt sur le prêt convertible s'élevait à 2 515 277 \$ (725 234 \$ au 30 juin 2023). Les intérêts cumulés sur le prêt convertible pour l'exercice terminé le 30 juin 2024 ont totalisé 1 790 043 \$ (1 750 281 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023).

Durant l'exercice terminé le 30 juin 2024, un montant de 150 000 \$ a été facturé par Osisko Développement pour des services professionnels (330 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023). Un montant nul est inclus dans les comptes fournisseurs et frais courus au 30 juin 2024 (95 000 \$ au 30 juin 2023).

Durant l'exercice terminé le 30 juin 2024, la Société a fourni des services professionnels d'un montant total de 253 000 \$ à des entreprises associées de Redevances Osisko (438 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2023), dont un montant de 100 000 \$ est inclus dans les comptes débiteurs au 30 juin 2024 (58 000 \$ au 30 juin 2023). Ces services ont été comptabilisés à titre de recouvrement de coûts à l'état consolidé de la perte et de la perte globale.

La Société a des engagements en vertu de certains contrats de gestion; les engagements minimums en vertu de ces contrats sont de 1 750 000 \$.

### 23. Juste valeur des instruments financiers

Les passifs dérivés liés aux bons de souscription de la Société sont évalués à la juste valeur aux bilans consolidés en date du 30 juin 2024 (voir note 14).

Au 30 juin 2024 et au 30 juin 2023, les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan consolidé se composent de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, de la trésorerie affectée, des comptes débiteurs, des comptes fournisseurs et frais courus, de la dette hôte du prêt convertible et de la débenture convertible. La juste valeur de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, de la trésorerie affectée, des comptes débiteurs, et des comptes fournisseurs et frais courus se rapproche de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme. La juste valeur du prêt convertible et de la débenture convertible est de 22 200 000 \$ et 13 000 000 \$, respectivement (évaluation de niveau 3).

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 24. Renseignements supplémentaires sur les états consolidés des flux de trésorerie

	Exercice terminé le 30 juin 2024	Exercice terminé le 30 juin 2023
	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes fournisseurs et frais courus		
Début de l'exercice	353 484	1 427 327
Fin de l'exercice	851 658	353 484
Frais d'émission d'actions inclus dans les comptes fournisseurs et frais courus		
Début de l'exercice	-	-
Fin de l'exercice	129 000	-
Produit d'intérêt reçu	263 575	383 265

### 25. Risques financiers

Les activités de la Société font en sorte que la Société est exposée à différents risques financiers : les risques de marché (incluant le risque de change), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion du risque de la Société est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers et cherche à minimiser les possibilités d'effets négatifs sur le rendement de la Société.

La gestion du risque est effectuée conformément à des politiques approuvées par le conseil. Le conseil fournit des directives générales en matière de gestion du risque, ainsi que des politiques couvrant certains secteurs spécifiques comme le risque de change, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et d'instruments financiers non dérivés, et le placement des surplus de liquidités.

#### (a) Risques de marché

Le risque de marché est le risque qu'une perte survienne en raison des variations des facteurs de marché comme les taux de change et les prix des matières premières.

##### (i) Risque de change

La Société est exposée au risque de change découlant de l'exposition à d'autres monnaies, principalement au dollar US.

La Société détient de la trésorerie et des comptes fournisseurs et frais courus libellés en dollars américains et peut donc subir des gains et des pertes de change. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de change.

Aux 30 juin 2024 et 2023, les soldes nets en monnaies étrangères étaient négligeables, de telle sorte que l'impact d'une variation des taux de change serait également négligeable.

#### (b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les instruments financiers qui exposent potentiellement la Société au risque de crédit sont la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, la trésorerie affectée et les autres comptes débiteurs. La Société réduit son risque de crédit en plaçant sa trésorerie et sa trésorerie affectée auprès de banques à charte canadiennes. Dans le cas des autres comptes débiteurs, la Société effectue une analyse de crédit. La valeur comptable des soldes bancaires et des autres comptes débiteurs représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

### 25. Risques financiers (suite)

#### (c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société gère le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et projetés, en prenant en compte les besoins liés à ses engagements financiers et ses propriétés minières et en faisant concorder les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. Le conseil révisé et approuve toutes les transactions matérielles hors du cours normal des activités, y compris les offres de fusion, d'acquisition ou d'autres investissements ou désinvestissements majeurs. Au 30 juin 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se composaient de soldes bancaires et de placements à court terme très liquides (note 6). Comme décrit à la note 1, la position de liquidité de la Société au 30 juin 2024 ne sera pas suffisante pour répondre aux obligations, aux engagements et aux dépenses prévues de la Société jusqu'au 30 juin 2025.

Le tableau suivant présente les engagements contractuels de la Société au 30 juin 2024 :

	Moins d'un an	Entre un et trois ans	Plus de trois ans
	\$	\$	\$
Comptes fournisseurs et frais courus	1 845 266	-	-
Prêt convertible, incluant les intérêts jusqu'à l'échéance	23 900 000	-	-
Débiteure convertible, incluant les intérêts jusqu'à l'échéance	14 000 000	-	-

### 26. Information sectorielle

Le principal décideur opérationnel organise et gère les activités de l'entreprise en un seul secteur d'exploitation, soit l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières au Canada. Tous les actifs et les dépenses de la Société sont attribuables à cet unique secteur d'exploitation. Les activités et actifs de la Société sont tous situés au Canada.

### 27. Engagements

Les engagements qui ne sont pas divulgués ailleurs sont résumés ci-dessous :

#### Entente d'acquisition

En vertu d'une entente d'acquisition datée du 28 mars 2011 assignée à la Société en septembre 2012 et compte tenu, entre autres, de transactions ultérieures entre Glencore Canada et BaseCore Metals LP (« Basecore »), BaseCore détenait une redevance du rendement net de fonderie (« NSR ») de 2 % sur le projet Horne 5 de Falco (la « redevance NSR »). Le 12 juillet 2022, BaseCore a assigné à Sandstorm Gold Ltd la totalité de ses droits, titres et intérêts dans la redevance NSR.

Certains des droits de Glencore Canada en vertu de l'entente d'acquisition sont garantis par un acte d'hypothèque en faveur de Glencore Canada pour un montant maximal de 100 millions de dollars. Les obligations de Falco envers Sandstorm en ce qui a trait au droit de redevance sont garanties par un acte d'hypothèque pour un montant maximal de 45 millions de dollars.

Par ailleurs, le projet Horne 5 de Falco est adjacent aux opérations de Glencore Canada et la Société est contractuellement tenue d'obtenir des autorisations de temps à autre de Glencore Canada afin de réaliser certaines activités qui pourraient affecter ou avoir une incidence sur leurs opérations.

#### Systemes de hissage

Le 24 mars 2017, la Société a conclu une entente initiale pour assurer l'ingénierie, l'approvisionnement, la livraison, et les services reliés à la performance et à l'installation des systèmes de hissage pour le projet Horne 5 de Falco (le « contrat »). Les systèmes de hissage comprendront un treuil de production, un treuil auxiliaire et un treuil de service. Le contrat, d'une valeur estimée à 28 900 000 \$, dont 8 225 000 \$ étaient engagés et payés au 30 juin 2024, peut être résilié en tout temps, sous réserve du paiement des travaux approuvés et exécutés par le fournisseur à la date de résiliation. Ces montants sont comptabilisés dans les équipements miniers.

# Ressources Falco Itée

## Notes aux états financiers consolidés

### Pour les exercices terminés les 30 juin 2024 et 2023

(en dollars canadiens)

---

#### 27. Engagements (suite)

##### Ententes d'écoulement

Le 27 octobre 2020, Falco a conclu des ententes avec Glencore Canada et ses sociétés affiliées (« Glencore ») en lien avec le projet Horne 5 de Falco. Les ententes comprennent des ententes d'écoulement de concentré de cuivre et de zinc sur la durée de vie de la mine (les « ententes d'écoulement »). Selon les modalités des ententes d'écoulement, Glencore achètera auprès de Falco les concentrés de cuivre et de zinc produits durant la durée de vie de la mine de ce projet.

##### First Quantum

En juin 2021, Falco a conclu une convention d'option (la « convention ») avec First Quantum Minerals Ltd (« First Quantum ») en vertu de laquelle First Quantum a accordé à la Société le droit unique et exclusif d'acquérir une participation indivise de 100 % (l'« option ») dans les sites Norbec situés à proximité de la ville (les « propriétés »). La Société a versé 1 000 000 \$ (le « coût de l'option ») à First Quantum le 20 août 2021, sous la forme de : (i) un paiement en espèces de 500 000 \$ (le « paiement en espèces ») et (ii) l'émission de 1 265 182 actions ordinaires d'une valeur globale de 500 000 \$ (les « actions de la contrepartie ») en se basant sur le prix moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires sur la période de cinq jours de séance se terminant deux jours ouvrables avant la date du paiement en espèces.

Suivant la décision de la Société d'exercer l'option : (i) First Quantum transférera les propriétés à Falco; (ii) la Société prendra en charge les passifs environnementaux historiques et éventuels en lien avec l'ancien site minier situé sur les propriétés; et (iii) First Quantum fera des paiements en espèces (les « paiements en espèces ») à Falco représentant le remboursement du coût de l'option, ainsi que d'autres paiements totalisant 3 500 000 \$ (500 000 \$ à la date du transfert des propriétés et 1 000 000 \$ à chacun des trois anniversaires consécutifs de cette dernière). L'option pouvait être exercée jusqu'au 31 décembre 2022.

Le 16 décembre 2022, Falco et First Quantum ont prolongé la période d'exercice de l'option jusqu'au 30 juin 2024. De plus, l'option a été modifiée afin de retirer l'exigence pour First Quantum de faire les paiements en espèces. Le 7 juin 2024, Falco et First Quantum ont prolongé la période d'exercice de l'option jusqu'au 31 décembre 2025 en contrepartie d'une somme de 1 500 000 \$ (la « contrepartie »), laquelle sera payable au gré de Falco en actions ordinaires et/ou en espèces, suivant l'exercice de l'option, sous réserve de l'approbation de la TSXV.

Advenant que l'option soit exercée par la Société, First Quantum conservera une redevance de 2 % NSR sur toute production du secteur correspondant aux concessions minières 177 et 517, qui font partie des propriétés.